



Communiqué de presse

Bruxelles, le 31 mars 2017

Quand la promesse d'un atterrissage en douceur se transforme en un véritable crash

Deux ans après l'annonce concrétisant la suppression du régime des quotas laitiers le 31 mars 2015, aucune lueur d'espoir ne pointe à l'horizon des producteur/rices de lait. À l'heure actuelle, la majorité des producteurs laitiers continuent de perdre de l'argent pour chaque kilo de lait vendu en Europe. Le stock de lait en poudre s'élève à 418,978 millions de tonnes. De plus, le printemps vient de s'installer, et la sortie des vaches dans les prés va entraîner une augmentation très significative de la production. Ajoutez à cela que la consommation de lait liquide est en déclin dans de nombreux pays de l'UE.

Pour des milliers de producteur/rices, une seule porte de sortie s'offre à eux : l'abandon de leur exploitation. En Espagne, en l'espace de deux ans, 1,696 des 17,000 exploitations présentes avant la suppression des quotas n'ont pas tenu bon.

Entre temps, l'agro-industrie se développe et se propage. Des multinationales telles que Lactalis ne cessent de renforcer leur pouvoir. Dans de nombreux pays européens, sont mis en œuvre des projets industriels de méga-fermes laitières. En France, un entrepreneur tente de mettre en place une ferme de 1,000 vaches. En Espagne, dans la province de Soria, Castille-et-León, l'installation d'une macro-ferme de 20,000 vaches est en projet.

On estime que ce dernier projet peut à lui seul consommer entre 4 et 6,35 millions de litres d'eau par jour et générer 368,000 tonnes de fumier par an, soit l'équivalent des excréments d'une population de près de 4,4 millions de personnes. Seules 44 exploitations de cette dimension pourraient parvenir à produire, dans un futur hypothétique, la quantité de lait que produisent en Espagne plus de 15,000 petites et moyennes exploitations laitières en 2016.

La mise en œuvre de ces projets et la destruction de milliers d'exploitations familiales qu'ils impliquent est une conséquence directe de la suppression des quotas laitiers. Cette politique de dérégulation est élaborée de façon à s'adapter à la grande distribution et à l'industrie laitière, mais elle nuit véritablement aux intérêts des producteur/rices et des consommateur/rices.

Jusqu'à présent, les réponses aux crises du marché reposent sur l'initiative individuelle, comme les réductions volontaires, l'indication facultative de l'origine du lait et des mesures de soutien nationales. Cependant, puisque le marché est unique, l'impact positif de ces initiatives est extrêmement limité.

Seul le rétablissement d'un instrument public de régulation de la production, limitant le développement des grandes fermes et empêchant la mise en œuvre de ces macro-projets laitiers, est en mesure de freiner la destruction du secteur laitier européen et de préserver la qualité et la durabilité de notre modèle de production.

Contact : *Andres Arce Indacochea (Chargé de Communication)* - andres@eurovia.org, +32 489 55 22 97

